

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 10 avril 2025

L'inflation aurait rebondi pour le deuxième mois consécutif en mars, s'élevant à 3,80 % g.a., un taux qui reste toutefois dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % \pm 1).

LE CHIFFRE A RETENIR

3,80 %

Taux d'inflation globale en
mars 2025

Pour rappel, l'inflation a réintégré la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (Banxico) en janvier, avec un taux de 3,59 % g.a., une première depuis quatre ans, avant de réaccélérer en février (3,77 % g.a.).

La composante sous-jacente de l'inflation, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, a affiché un taux de 3,64 % en mars, continuant sa lente décélération. L'inflation non sous-jacente a de son côté accéléré, passant de 4,08 % g.a. en février à 4,16 % g.a. en mars.

Malgré la persistance des pressions inflationnistes et dans un contexte de perte de vitesse de l'activité économique mexicaine, les derniers taux d'inflation enregistrés offrent une marge de manœuvre à Banxico pour continuer à assouplir sa politique monétaire, avec une possible nouvelle baisse de taux de 50 points de base le 15 mai, lors de sa prochaine décision de politique monétaire.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le peso mexicain s'est apprécié de plus de 2,5 % au cours de la journée du mercredi 9 avril, suite à l'annonce d'uniformisation à 10 % de tous les droits de douane réciproques - à l'exception de la Chine - pour une durée de 90 jours. Ces nouveaux droits de douane réciproques à 10 % continuent d'épargner le Mexique et le Canada qui n'avaient pas été visés par les annonces du 2 avril, qualifié de « *Liberation Day* » par Donald Trump. Les marchés financiers ont réagi positivement à la dernière volte-face de D. Trump et le peso, dont le cours est très sensible à la conjoncture américaine, en est sorti renforcé. Au cours de la journée du jeudi 10 avril, la monnaie mexicaine a toutefois perdu une partie du terrain gagné la veille face au billet vert, les marchés financiers continuant d'assimiler les effets des annonces commerciales américaines et leur relation avec les perspectives pour l'économie mexicaine. Les données d'inflation et d'emploi aux Etats-Unis, auxquelles le cours du peso est particulièrement réactif, continuent en outre de préoccuper la Fed et de nourrir les incertitudes concernant l'évolution de la politique monétaire américaine.

En réaction aux annonces tarifaires américaines du 2 avril, la présidente Claudia Sheinbaum a présenté le jour suivant une feuille de route en 18 points visant à renforcer le *Plan México*. Pour rappel, le *Plan México* est une ambitieuse stratégie de développement économique et d'augmentation des investissements à l'horizon 2030, qui avait été présentée par la présidente C. Sheinbaum le 13 janvier en réponse au retour de D. Trump à la Maison Blanche. Sur le modèle de son allocution du dimanche 9 mars au Zócalo, qui avait fait suite à la suspension des droits de douane généralisés de 25 % sur les produits couverts par l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (USMCA ou T-MEC), la présidente C. Sheinbaum, accompagnée de membres de son gouvernement, de 22 gouverneurs de la majorité et des principaux représentants des milieux d'affaires, a détaillé jeudi 3 avril une stratégie, qui reprend largement - et sans nouvelles annonces notables – le *Plan México*. Le « *plan intégral* » de C. Sheinbaum visant à soutenir une croissance moins dépendante de la conjoncture extérieure et offrant davantage d'opportunités au niveau national et régional s'articule autour de cinq piliers : (i) renforcement de la souveraineté économique et développement des infrastructures nationales ; (ii) développement de l'industrie nationale ; (iii) soutien à la production mexicaine ; (iv) soutien à l'emploi et l'innovation ; (v) renforcement du pouvoir d'achat.

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 0,3 % pour 2025, contre 0,6 % prévu par l'enquête de la quinzaine précédente. Pour la quatrième quinzaine consécutive, le marché réduit sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2025 avec une prévision désormais éloignée des 1 % prévus au début de l'année et inférieure aux 0,8 % et 0,6 % estimés

respectivement lors des première et deuxième quinzaines de mars. Cette dernière estimation s'éloigne en outre de la prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico) qui tablait sur une croissance à 0,6 % fin février. Le consensus de marché prévoit que l'inflation globale s'établira à 3,78 % fin 2025, contre 3,80 % estimé lors de la dernière enquête de Citi, et que le taux d'intérêt directeur de Banxico clôturera l'année à 8 %, résultat d'une baisse cumulée de 200 points de base sur l'année. Par ailleurs, toujours d'après l'enquête de Citi, le taux de change devrait clôturer l'année 2025 à 20,90 pesos pour un dollar, contre 20,98 prévu auparavant.

Sectoriel

Le secteur automobile mexicain pourrait être confronté à une baisse de 10 % de sa production en 2025. Cette baisse serait due à des ajustements des exportations automobiles mexicaines à destination des Etats-Unis, visant à éviter les droits de douanes de 25 % qui s'appliquent sur les produits non couverts par l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (USMCA ou T-MEC) et sur le contenu non étasunien des produits couverts par le T-MEC. Afin d'éviter l'impact des tarifs douaniers, Stellantis aurait suspendu temporairement les opérations de ses usines du Canada et du Mexique. De son côté, Nissan aurait seulement suspendu la production et l'export vers les Etats-Unis de certains modèles (Infiniti QX50 et QX55) fabriqués jusqu'alors au Mexique. Le directeur général de Nissan Mexique affirme cependant que l'entreprise «*[continuera] de [se] développer et d'investir*» dans le pays. Elle réorganisera notamment sa production en concentrant la production des modèles Frontier et Navarra au Mexique, au détriment de l'Argentine, qui comme tous les pays du monde est soumise à l'imposition de droits de douane de 25 % sur ses exportations automobiles vers les Etats-Unis. Nissan serait l'une des marques dont la production au Mexique serait la plus affectée, à l'instar de Volkswagen dont les produits comprennent beaucoup de contenu allemand et ne sont donc pas conformes aux règles d'origine du T-MEC. Deux options semblent s'offrir aux fabricants automobiles : transférer leur production aux Etats-Unis pour un coût (et un prix) plus élevé pour éviter les droits de douane ou consolider leur production au Mexique pour respecter les règles du T-MEC et ainsi bénéficier d'exemptions (pour l'instant uniquement sur le contenu étasunien). Les effets des droits de douane devraient s'éclaircir dans trois mois environ, lorsque les stocks des revendeurs étasuniens se seront épuisés.

Le Mexique a imposé le 5 avril 2025 des droits de douane temporaires sur les importations de clous en acier en provenance de Chine. Cette mesure a été prise par le ministère de l'Economie mexicain à la suite d'une enquête antidumping ouverte en septembre 2024 à la demande de l'entreprise mexicaine Deacero, qui dénonçait des pratiques commerciales internationales déloyales. Il a été conclu à titre préliminaire que «*les importations de clous à canon originaires de Chine ont été effectuées dans des conditions de discrimination par les prix et ont causé un*

préjudice important à l'industrie nationale du produit similaire ». Le ministère de l'Économie précise que sur la période analysée (2021-2024), les importations originaires de Chine ont représenté 99 % des importations totales du produit, et ont augmenté de 66 %. Ces droits de douane temporaires s'élèvent donc à 0,380 USD par kilogramme sur les importations originaires de Chine de clous en acier pour pistolets, principalement utilisés dans la fabrication de meubles et d'autres structures en bois. Ce tarif douanier sera appliqué pendant quatre mois. Cette mesure prend effet dans un contexte de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, les produits chinois exportés aux États-Unis subissant des droits de douane atteignant 145 %.

Le groupe Accor ambitionne d'étendre son parc hôtelier au Mexique, pour atteindre 100 établissements dans les prochaines années. Selon Thomas Dubaere, directeur exécutif d'Accor pour les Amériques, le Mexique est un marché prioritaire après le Brésil. Le but du groupe est de passer de 450 à 600 hôtels dans la région dans les quatre prochaines années, en créant des alliances stratégiques et en intégrant des hôtels indépendants. Le groupe Accor ne détient que 30 hôtels au Mexique pour le moment. Selon T. Dubaere, « *le pays a beaucoup de potentiel, non seulement dans le segment des loisirs, mais aussi dans celui des entreprises* ». Ainsi, cinq hôtels devraient voir le jour dans les deux prochaines années à Mazatlán, Santa Rosa, Querétaro, San Miguel de Allende et Guasave. Au vu de la demande dans le pays, divers segments d'hôtels devraient se développer dans les prochaines années, c'est-à-dire à la fois les marques économiques du groupe telles qu'Ibis, les marques premium telles que Pullman et enfin les marques haut-de-gamme telles que Gallery ou Handwritten. Finalement, le directeur exécutif d'Accor pour les Amériques souligne que malgré les tensions géopolitiques actuelles avec les États-Unis, le Mexique est un marché porteur, étant l'un des dix pays les plus visités au monde et disposant d'infrastructures favorables au tourisme.

Le Plan México, dont les lignes ont été précisées et étoffées la semaine dernière par la présidente C. Sheinbaum, bénéficie du soutien de plus de 80 syndicats de travailleurs. Les organisations syndicales représentant les travailleurs des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'administration publique ont exprimé leur soutien au *Plan México*. Selon le président de la Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'État (FSTSE), Marco Antonio Garcia Ayala, ce plan serait « *une stratégie fédéraliste, inclusive, globale, équilibrée et harmonieuse pour protéger et renforcer l'économie et les emplois* » dans le pays. Les 86 syndicats membres de cette fédération considèrent que le *Plan México* est la réponse adéquate à un environnement mondial complexe et incertain, contribuant à la stabilité, au développement économique, à la juste distribution des richesses et au renforcement du bien-être social au Mexique. Ils saluent particulièrement les aspects du plan en faveur des travailleurs au service de l'État : stabilité de l'emploi, sécurité sociale, amélioration des salaires et des prestations, et défense des droits

acquis. Se disant « *unis derrière Claudia Sheinbaum* », les syndicats se sont engagés à acheter des produits mexicains, améliorer leur productivité, offrir un meilleur service public, soutenir le bon fonctionnement des institutions et promouvoir la participation citoyenne au Plan México.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) prévoit une baisse des exportations pétrolières de l'entreprise nationale pétrolière (Pemex) de 5 % en volume pour 2025. Selon les Pré-Critères de Politique Economique Générale 2026 présentés la semaine dernière par la SHCP, Pemex devrait exporter 765 400 barils de pétrole brut par jour en 2025, ce qui représente une réduction de 5 % par rapport à ce qui a été observé en 2024. Ce serait la deuxième année consécutive que le Mexique réduirait ses exportations de pétrole brut, après une chute des ventes de 21,9 % g.a. observée en 2024. La SHCP prévoit en outre que le prix moyen du baril de pétrole mexicain (*Mexican Export Blend*) sera d'environ 62,4 USD, en baisse 11,1 % par rapport à l'année précédente. La production de pétrole devrait cependant rester relativement inchangée par rapport à 2024, à 1,76 M de barils par jour (+0,2 % par rapport à la production enregistrée l'année précédente). Les projections de la SHCP sont conformes à la politique mise en œuvre par le gouvernement, qui cherche à garantir que la production d'or noir du pays soit utilisée pour alimenter le système national de raffinage afin de produire des carburants pour la consommation locale. Au début de l'année, Pemex a en outre rencontré des difficultés pour écouler le pétrole brut mexicain à l'international, plusieurs raffineries américaines ayant refusé les cargaisons en raison d'une teneur en eau et en sel jugée trop élevée.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	10/04/2025
Bourse (IPC)	-5,74%	-6,57%	51 499,27 points
Change MXN/USD	2,65%	24,62%	20,50
Change MXN/EUR	3,90%	28,22%	22,93
Prix du baril mexicain	-14,62%	-25,45%	58,56

Amérique centrale

Costa Rica

Suite à l'imposition de droits de douane de 10 % par les Etats-Unis sur les importations en provenance du Costa Rica à partir du 5 avril, le gouvernement costaricien a intensifié son dialogue avec les autorités américaines. Le ministre du Commerce extérieur, Manuel Tovar, a déclaré que le gouvernement recueillait toutes les informations nécessaires pour analyser adéquatement la portée et l'impact de cette mesure, avec pour objectif d'assurer les meilleures conditions d'accès au marché américain pour les produits costariciens. Ce sont notamment les exportateurs de fruits (bananes et ananas) qui sont préoccupés par la rentabilité de leurs produits exportés, jugeant les droits de douane trop importants. Parallèlement, des représentants du secteur privé au Costa Rica ont soutenu les initiatives gouvernementales visant à négocier de meilleures conditions commerciales avec les États-Unis, soulignant l'importance de préserver la compétitivité des exportations nationales et de minimiser les effets négatifs de ces nouveaux tarifs sur l'économie locale.

Les zones franches du pays ont attiré 64,3 % des IDE en 2024, représentant une augmentation de 24 % par rapport à 2023 (+531 M USD) selon l'Association des entreprises des zones de libre-échange du Costa Rica (AZOFRAS). Les zones franches se positionnent en tête pour l'attraction des IDE, devant le tourisme (14 %) et l'immobilier (7 %). Le Costa Rica a attiré 61 nouveaux projets d'IDE et 100 réinvestissements, provenant de 23 pays. Les zones franches en dehors de la Grande Région Métropolitaine ont renforcé leur attractivité en 2024, attirant 16 nouveaux projets (+240 M USD). Le régime des zones franches ne se limite pas à attirer des investissements étrangers, mais joue également un rôle clé dans le développement des talents locaux, la création d'emplois spécialisés et le renforcement des secteurs économiques stratégiques.

Les exportations de biens du Costa Rica ont augmenté de 9 % en 2024, atteignant 19,8 Mds USD, d'après l'Office de promotion du commerce extérieur (Procomer). Les exportations de dispositifs médicaux ont enregistré une augmentation notable de 14 %, soit 1 Md USD supplémentaire, et représentent 44 % des exportations totales en 2024. Les exportations de biens ont maintenu une croissance constante tout au long de l'année, tandis que celles des services ont montré un ralentissement progressif. En effet, au premier trimestre de 2024, les services ont enregistré une croissance interannuelle de 17 % g.a. (+644 M USD), avant de se réduire à 0,09 % g.a. (+3.7 M USD) au dernier trimestre. En revanche, la croissance des exportations de biens s'est accélérée, passant de 5 % g.a. au premier trimestre (+238 M USD) à 13 % g.a. au quatrième trimestre (+548 M USD).

El Salvador

Les principales associations patronales ont réagi prudemment après l'annonce de l'administration Trump sur l'imposition de droits de douane généralisés de 10 %. La présidente de la Corporación de Exportadores de El Salvador (Coexport), Silvia Cuéllar, a ainsi fait état de son « *inquiétude quant aux effets de ces mesures* » tout en soulignant l'importance « *de rester calme en attendant que les critères de leur application pratique se précisent* ». Le président de l'Asociación Salvadoreña de Industriales (ASI) a pour sa part indiqué que « *la perspective d'acquitter un impôt supplémentaire de 10 % suscite l'inquiétude des chefs d'entreprise* » mais que « *le fait que d'autres pays, notamment la Chine, notre principal concurrent aux Etats-Unis, se voient soumis à des droits de douane plus élevés, peut constituer un avantage pour nous* ». Claudia María Monge, directrice de Consultores para el Desarrollo Empresarial (Copades), a de la même manière souligné que « *l'asymétrie entre les 10 % appliqués au Salvador et les 46 % appliqués au Vietnam [...] pourrait être bénéfique à certains* ».

produits et services à très court terme » et permettre « le transfert d'activités du Vietnam, l'un de nos principaux concurrents dans le domaine du textile et de l'habillement, vers le Salvador ». Les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du Salvador, représentant 33 % de ses exportations et 28 % de ses importations en 2024.

Guatemala

Les travaux d'une commission rassemblant des membres du gouvernement et des représentants du secteur privé en vue de négociations avec l'administration américaine concernant les droits de douane de 10 % ont été lancés. Le président de la République, les ministres de l'Economie, des Finances et de l'Agriculture, le président de la Banque centrale du Guatemala, et des représentants des principales associations patronales se sont réunis mardi 8 avril pour lancer les travaux devant aboutir, sous six semaines, à un plan d'action qui sera proposé au Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) pour obtenir la levée des droits de douane de 10 % théoriquement appliqués à compter du 5 avril aux exportations guatémaltèques. Cette feuille de route devra répondre à huit points d'amélioration identifiés par l'USTR, en particulier les barrières tarifaires et non-tarifaires, des prix de référence discutables, la protection de la propriété intellectuelle, la transparence des procédures d'attribution des marchés publics et le respect du droit du travail. Les Etats-Unis sont de loin le premier partenaire commercial du Guatemala, dont ils ont en 2024 absorbé 32 % des exportations et fourni 32 % des importations.

Les envois de fonds (remesas) vers le Guatemala ont atteint un montant record au premier trimestre de l'année (+20 % g.a.). Les montants reçus se sont élevés à plus de 1,818 Md USD en janvier ; 1,821 Md USD en février ; et 2 Mds USD en mars, montants qualifiés d'« *extraordinaires et inhabituels* » par la Banque centrale du Guatemala. Selon Marcel Arévalo, coordinateur programme « *Pobreza y Migración* » de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (Flacso), « *le risque d'être expulsés conduit les travailleurs émigrés à accroître les fréquences et les montants de leurs transferts* ».

Honduras

Le directeur du Consejo Hondureño de la Empresa Privada (Cohep) et président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tegucigalpa (CCIT), Daniel Fortín, appelle les autorités honduriennes à organiser une réunion avec « *les entreprises privées, les exportateurs, le secrétariat au Développement économique et les différents ministères concernés* » pour décider de la stratégie à mettre en œuvre face à l'annonce des droits de douane américains de 10 % sur les importations en

provenance du Honduras. M. Fortín suggère « *de ne pas envisager de répondre par des mesures réciproques, mais plutôt d'être proactif avec un plan national à court et moyen terme* » et considère que le taux de 10 % annoncé pourra conférer aux produits honduriens un avantage déterminant face notamment aux productions en provenance du Nicaragua, « *grand concurrent du Honduras, qui seront soumises à une taxe de 18 %, ce qui réduira leur compétitivité* ». En 2024, 53 % des exportations du pays ont été destinées aux Etats-Unis, qui ont fourni 33 % de ses importations.

Une mission technique du FMI a été conduite au Honduras dans le cadre de la 3^{ème} revue du programme signé en 2023. Des échanges avec le Congrès ont notamment permis de faire le point sur les progrès réalisés dans l'agenda législatif lié au programme, en particulier les projets de loi sur la justice fiscale et sur les achats et contrats publics, et les projets de réforme à la loi organique de finance, que le président du Congrès, Luis Redondo, juge « *essentiels pour renforcer la confiance de la communauté financière nationale et internationale, et pour garantir que les ressources publiques seront utilisées efficacement au profit des citoyens* ». Une réunion avec les dirigeants du Cohep a par ailleurs permis d'évoquer « *la conjoncture économique, les défis liés à la fiscalité, et les solutions envisageables pour garantir aux acteurs économiques un approvisionnement énergétique stable* ».

Nicaragua

Les autorités nicaraguayennes ont annoncé jeudi 3 avril lancer une évaluation des effets économiques qu'aurait l'application de droits de douane de 18 % aux exportations du pays vers les Etats-Unis. La coprésidente Rosario Murillo a ainsi indiqué avoir « *constitué des équipes économiques chargées d'analyser la portée des annonces et des décisions de l'administration Trump* » et précisé que « *ces travaux et analyses seraient diffusés auprès des secteurs productifs et exportateurs du pays* ». Le président de la Banque centrale du Nicaragua, Ovidio Reyes, a annoncé que les prévisions pour 2025 d'une croissance économique de 3,5 % à 4,5 % et d'une inflation de 3 % à 4 % devraient être révisées compte tenu de ce contexte nouveau.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Salvador Mansell, a indiqué que les sources renouvelables avaient représenté 80 % de la production électrique du pays en 2024. Le Nicaragua dispose de 187 MW de capacité installée en éolien et 30 MW en solaire (à laquelle s'ajoutent 80 MW provenant d'équipements installés au sein de foyers, structures institutionnelles et exploitations agricoles). Un investissement de 1,3 Md USD est prévu en 2025 et 2026 pour la création de 760 MW de capacité, avec en particulier, en 2025, la centrale thermique de Puerto Sandino (300 MW, 700 M USD), les centrales solaires Solar Apas (63 MW, 82,5 M USD) et Monterrosa (25 MW, 20 MUSD), et les centrales éoliennes Eolo Apas (15 MW, 20 MUSD) et San Isidro (14 MW, 40 MUSD). En 2026, sont programmées la centrale de biomasse

Newton Energy (107,5 MW, 100 MUSD), les centrales solaires Sun Power (30 MW, 55 MUSD) et El Jagüar (20 MW, 19 MUSD), et la centrale éolienne El Barro (52 MW, 71 MUSD).

Panama

Le Panama s'est vu imposer des tarifs douaniers de 10 % suite aux annonces du 2 avril, suscitant les préoccupations des milieux des affaires. Les exportateurs panaméens ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact de cette mesure alors que l'existence du Traité de Promotion Commerciale (TPC) entre le Panama et les États-Unis permettait jusqu'alors un commerce sans droits de douane pour la grande majorité des produits (95 %). Bianca Morán, présidente de l'Association panaméenne des exportateurs (Apex), a souligné la confusion engendrée par cette annonce et a appelé à des clarifications sur son application. En réponse, le ministère panaméen du Commerce et des Industries (MICI) a indiqué qu'il évaluait l'impact potentiel de ce tarif et envisageait des démarches pour obtenir une exemption pour le Panama. Le MICI a rappelé que les États-Unis sont le principal marché d'exportation du Panama, représentant 19 % des exportations traditionnelles du pays en 2024.

La Cour des comptes panaméenne a publié l'audit sur la concession accordée à Panama Ports Company (PPC) pour l'exploitation des ports de Balboa et Cristóbal, mettant en évidence de « graves irrégularités ». Selon l'audit, l'entreprise n'aurait pas rempli certaines obligations établies dans le contrat de concession, générant un préjudice économique de 1,2 Md USD pour l'État. Le contrôleur général de la République du Panama, Anel Flores, a déclaré que l'ancien président Laurentino Cortizo devra répondre des irrégularités liées à l'extension du contrat de concession de PPC, après avoir indiqué que les autorités précédentes seraient suspectées d'une éventuelle complicité. Pour rappel, en 2021, sous l'administration du président Laurentino Cortizo, le contrat de concession de 25 ans de PPC a été renouvelé, avec la promesse d'un paiement immédiat de 165 M USD au Panama et d'un engagement de versements annuels de 7 M USD, totalisant plus de 800 M USD sur la durée du contrat. Toutefois, le récent audit a révélé des irrégularités, de la manipulation financière et des cas de non-conformité. Par ailleurs, en février 2025, le procureur général a jugé le contrat inconstitutionnel, et la Cour suprême doit encore statuer sur sa validité légale. Cette affaire coïncide avec la proposition de BlackRock d'acquérir les opérations portuaires mondiales de CK Hutchison – propriétaire de PPC, y compris les actifs panaméens, pour 22,8 Mds USD, une transaction critiquée par la Chine.

Le président panaméen, José Raúl Mulino, a annoncé son intention de réduire le déficit budgétaire du secteur public non financier (SPNF) de 7,3 % à 4 % du PIB en 2025. Le déficit représentant plus de 6,4 Mds USD en 2024, cette nouvelle cible représenterait une diminution d'environ 2,9 Mds USD. Cette réduction pourrait impliquer des coupes budgétaires dans le secteur public, bien que les détails spécifiques n'aient pas été précisés. Mulino a exprimé sa préférence pour stimuler l'économie via des investissements privés, notamment dans les infrastructures, plutôt que par des programmes publics d'emploi. Malgré les intentions affichées de maîtriser les dépenses, la masse salariale de l'État a augmenté en novembre 2024 avec l'ajout de près de 4 000 fonctionnaires, entraînant une hausse des dépenses de 11,2 M USD.

Caraïbes

L'administration Trump a imposé des tarifs douaniers de 10 % sur les importations en provenance de plusieurs pays des Caraïbes, suscitant de vives réactions de la part des dirigeants politiques et économiques de la région. La Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, également présidente de la CARICOM, a exprimé sa préoccupation face à ces mesures, soulignant que les Caraïbes sont des alliés proches des États-Unis et non des ennemis. Elle a appelé à une coopération régionale renforcée mais également à la diversification des partenariats commerciaux, notamment avec le Royaume-Uni, l'Europe et le Commonwealth, afin de réduire la dépendance vis-à-vis des routes commerciales américaines. Le ministre des Finances de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Camillo Gonsalves, a également mis en garde contre l'impact négatif de ces tarifs sur les économies locales, en particulier sur les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Il a souligné l'importance des investissements de la diaspora caribéenne et de la diversification des partenariats commerciaux mondiaux pour faire face aux politiques protectionnistes américaines. En Jamaïque, la ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Kamina Johnson Smith, a indiqué que le gouvernement cherchait à obtenir des informations précises sur ces nouveaux tarifs afin d'évaluer leur impact et d'informer le public en conséquence, ce qu'ont également fait les autorités bahaméennes inquiètes de ces annonces.

Antigua-et-Barbuda

Au début de l'année 2025, Antigua-et-Barbuda a enregistré une augmentation significative de son activité touristique, avec des taux d'occupation hôtelière atteignant 82,6 % et des arrivées de visiteurs dépassant les niveaux d'avant la pandémie. Le taux d'occupation hôtelière s'est élevé à 82,6 % en janvier, en hausse

par rapport aux 80,8 % enregistrés l'année précédente et aux 79,0 % de 2019. En février, ce taux s'est élevé à 86,3 %, légèrement inférieur à celui de 2019, mais supérieur à celui de 2024. Les arrivées de visiteurs pour janvier et février se sont sommées à 68 390, contre 61 996 en 2024 et 59 912 en 2019. Les États-Unis restent le principal marché émetteur, représentant près de la moitié des visiteurs, suivis par le Royaume-Uni et le Canada. Le tourisme contribue à 70 % du PIB et représente un tiers des emplois dans cette nation insulaire. Bien que les perspectives soient positives, les responsables du secteur surveillent de près les éventuels vents contraires économiques aux États-Unis qui pourraient affecter le tourisme à Antigua-et-Barbuda.

Cuba

La 22^{ème} Commission mixte Intergouvernementale entre Cuba et la Russie s'est tenue à La Havane. Présidée par le Vice-président du Conseil de Ministres cubain M. Ricardo Cabrisas, la 22^{ème} Commission mixte Intergouvernementale russo-cubaine pour la coopération économique-commerciale et scientifico-technique s'est tenue à La Havane avec pour objectif de renforcer les relations économiques entre les deux pays. Dans ce cadre, treize accords et deux MoU ont été signés visant à développer la coopération dans le secteur de la santé et l'enseignement médical ainsi qu'à favoriser l'assistance technique dans le domaine du registre des droits fonciers et du cadastre. Par ailleurs, un accord a été également signé pour le développement et la mise en place d'un laboratoire commun d'intelligence artificielle.

Plus de 200 entreprises nationales et étrangères ont participé à la 3ème édition de la Foire Internationale de transport et logistique à Cuba. Au cours de cet événement, qui a eu lieu du 1er au 3 avril, plus de 130 accords commerciaux ont été signés, visant notamment à favoriser l'achat de bus destinés au réseau de transport public durable à La Havane et à renforcer la production de véhicules électriques. L'île est confrontée à l'une des crises du transport les plus graves de ces dix dernières années. Les autorités du secteur ont tiré la sonnette d'alarme, expliquant qu'au début de la crise sanitaire, près de 800 bus fonctionnaient dans la capitale mais que 460 de ces bus sont aujourd'hui hors service, faute de pièces de rechange. Durant l'année 2024, 882 M de passagers ont emprunté le réseau de transport public, contre 1 Md en 2023, soit une diminution de 12 %.

Dominique

Le FMI prévoit une croissance de 4,25 % pour l'économie de la Dominique en 2025, après une expansion de 3,5 % du PIB en 2024. La croissance enregistrée en 2024 est attribuée à une reprise du tourisme, avec des arrivées dépassant de 32 % les niveaux pré-pandémiques, bien que la proportion de croisiéristes ait augmenté par rapport aux séjours prolongés. Des investissements ciblés dans les infrastructures, notamment pour renforcer le tourisme et développer l'énergie géothermique, ont également contribué à cette expansion. Le déficit du compte courant s'est réduit de 2 points pour atteindre 32,25 % du PIB en 2024, grâce à une hausse des recettes touristiques. L'inflation a diminué, passant d'un pic de 7 % en 2023 à une moyenne de 3,1 % en 2024. Malgré une réduction des déséquilibres budgétaires, la dette publique reste élevée, mais le FMI prévoit qu'avec des efforts soutenus, elle pourrait diminuer à 69,75 % du PIB d'ici 2035. Le déficit primaire a baissé à 2 % du PIB en 2023/24 et devrait se transformer en un léger excédent de 0,1 % en 2024/25, notamment grâce à des réformes récentes. Le FMI a jugé stable et liquide le système financier, bien que le crédit bancaire ait continué à décliner depuis 2023, tandis que les coopératives de crédit ont rapidement augmenté leurs portefeuilles de prêts, représentant désormais 53 % du crédit total au secteur privé. Le FMI recommande une stratégie ambitieuse de consolidation budgétaire, incluant l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des dépenses, tout en maintenant des investissements sociaux et économiques essentiels.

Haïti

Haïti, qui bénéficiait jusqu'alors de préférences commerciales, n'échappe pas à l'imposition généralisée de nouveaux droits de douanes à 10 % imposés par l'administration américaine. Cette décision marque la fin d'une série de préférences commerciales historiquement accordées au pays dans le cadre des programmes « HELP » (*Haiti Economic Lift Program*) et « HOPE II » (*Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement*). Lancés respectivement en 2006 (HOPE I) et 2010 (HELP), ces programmes offraient des avantages tarifaires pour les exportations haïtiennes notamment dans les secteurs du textile et de l'habillement. Ils permettaient, entre autres, aux produits textiles haïtiens d'accéder au marché américain sans droits de douanes à condition de respecter des critères d'origine spécifique. Le secteur du textile représenterait environ 80 % des exportations haïtiennes, soutenant ainsi des milliers d'emplois formels dans un pays particulièrement touché par l'informalité. Le secteur agricole et la petite industrie pourraient aussi être fortement touchés. En 2023, les exportations haïtiennes vers les Etats-Unis auraient atteint environ 844 M USD, faisant des Etats Unis le principal partenaire commercial du pays, suivis par le Canada avec 36,4 M USD. Si l'ampleur des effets restent à observer, cette mesure

soulève d'importantes incertitudes quant à la résilience de l'économie haïtienne, déjà confrontée à de multiples vulnérabilités structurelles.

Jamaïque

Lors de ses réunions du Comité de politique monétaire (MPC) en mars 2025, la Banque de Jamaïque (BOJ) a décidé de maintenir son taux directeur à 6 %. Cette décision reflète la confiance de la BOJ dans la stabilité économique actuelle du pays. En effet, l'inflation est tombée à 4,4 % en février 2025, contre 6,2 % un an plus tôt, tandis que l'inflation sous-jacente qui exclut les prix volatils des denrées alimentaires et de l'énergie est restée à 3,8 % pour le 20^{ème} mois consécutif. Par ailleurs, la BOJ a réduit le taux d'intérêt de sa facilité de liquidité permanente (SLF) de 8 % à 7 %, à compter du 28 mars 2025. Cette facilité fournit un financement au jour le jour aux banques confrontées à des pénuries de liquidités à court terme, et vise à favoriser la stabilité des taux d'intérêt du marché à court terme.

République Dominicaine

Le 5 avril, l'administration américaine a appliqué des droits de douane de 10 %, sur les importations en provenance de la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, y compris la République Dominicaine. Cette décision, qui intervient malgré l'accord commercial « DR-CAFTA » en vigueur, marque un tournant dans les relations économiques avec le principal partenaire du pays. Les États-Unis représentent 50 % des échanges commerciaux de la République Dominicaine. En 2024, les importations dominicaines en provenance des États-Unis se sont élevées à 11,5 Mds USD, contre 4,6 Mds USD pour la Chine. Les principaux produits importés des États-Unis sont les huiles et carburants (3,7 Mds USD), ainsi que des produits alimentaires (viandes, farine de maïs, blé) pour un montant de 1,7 Md USD. En revanche, les exportations dominicaines vers les États-Unis ont totalisé 6,9 Mds USD, soit 59 % des exportations totales du pays. Les équipements et composants électriques (748,8 M USD), les cigares (748,1 M USD) et les bijoux (569,8 M USD) figurent parmi les principaux produits exportés. Les zones franches dominicaines, qui exportent 90 % des produits vers les États-Unis, pourraient être particulièrement vulnérables à cette hausse. De même, certains experts estiment que cette augmentation pourrait également avoir des répercussions indirectes sur les envois de fonds (*remesas*) de la diaspora dominicaine des États-Unis (soit 80 % des *remesas* totales) et sur le secteur touristique (3 M d'arrivées en 2024 par voie aérienne), bien que l'ampleur de ces effets reste encore à déterminer. En réponse à l'annonce des États-Unis sur l'augmentation globale de 10 % des droits de douane, le gouvernement dominicain a annoncé la création de tables de concertation intersectorielles réunissant les secteurs public et privé pour analyser les impacts d'une telle mesure et définir des actions communes. Cette initiative vise à défendre la production nationale et les intérêts du pays face aux défis du contexte international.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

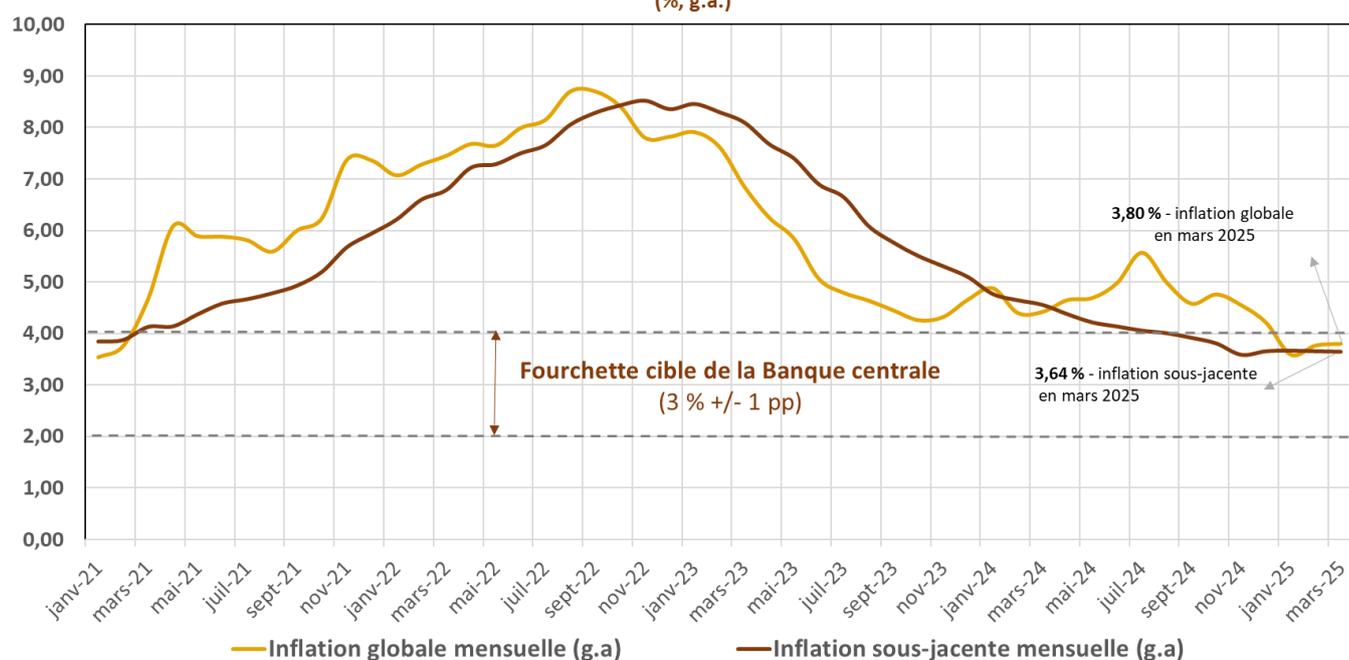
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haiti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (BU)	36,8 % (BU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –

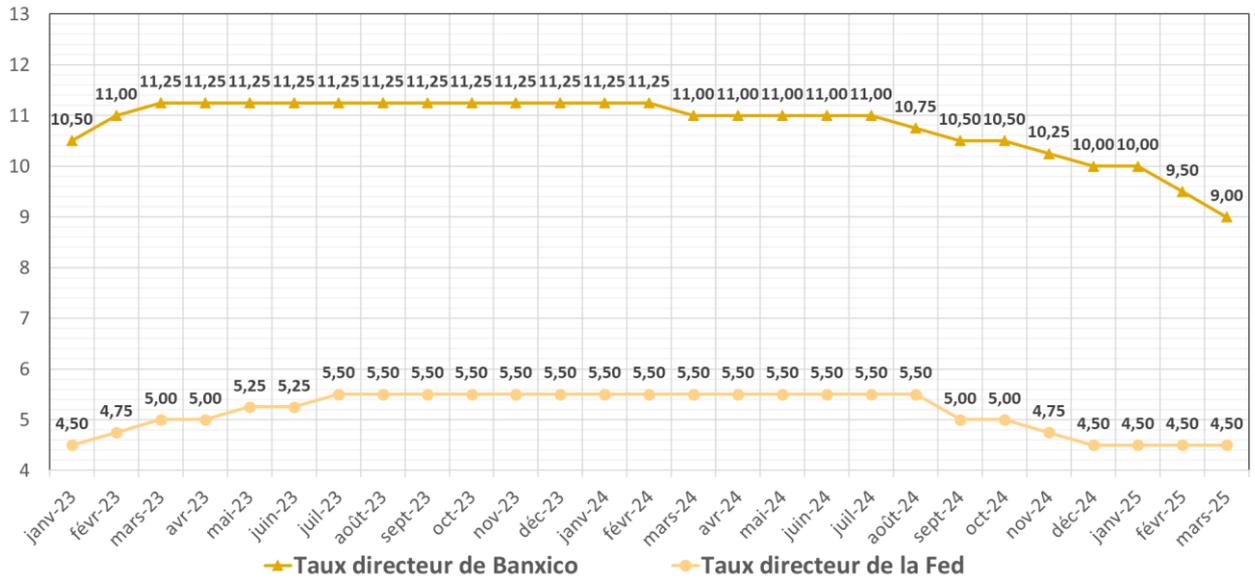
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)**



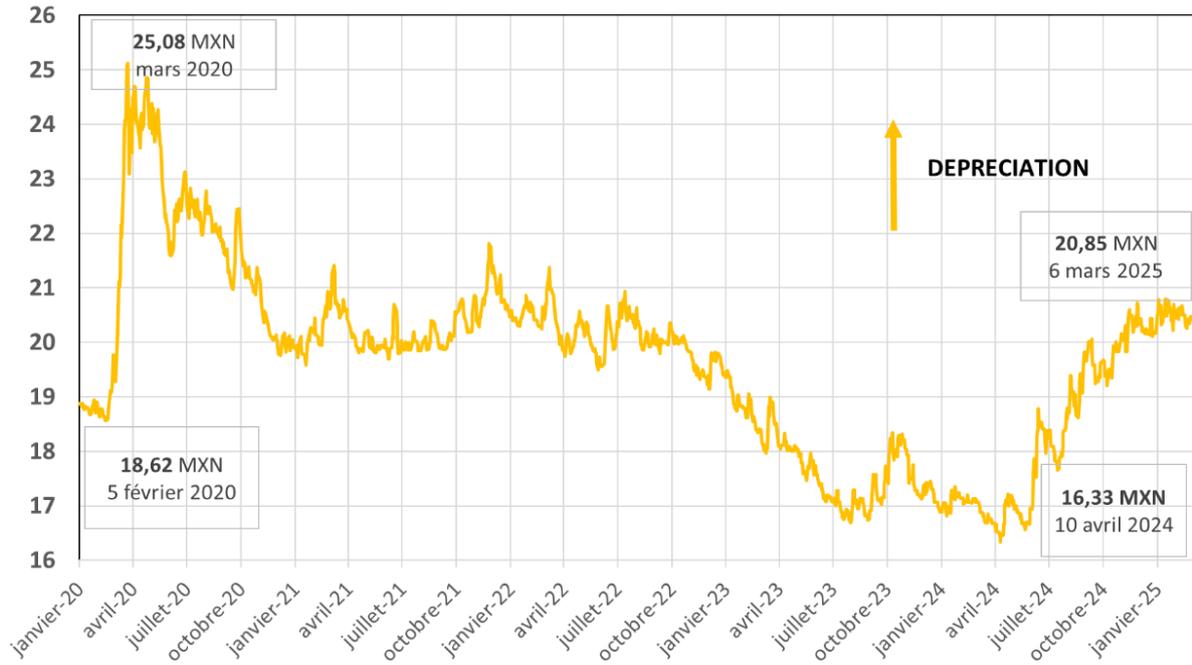
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

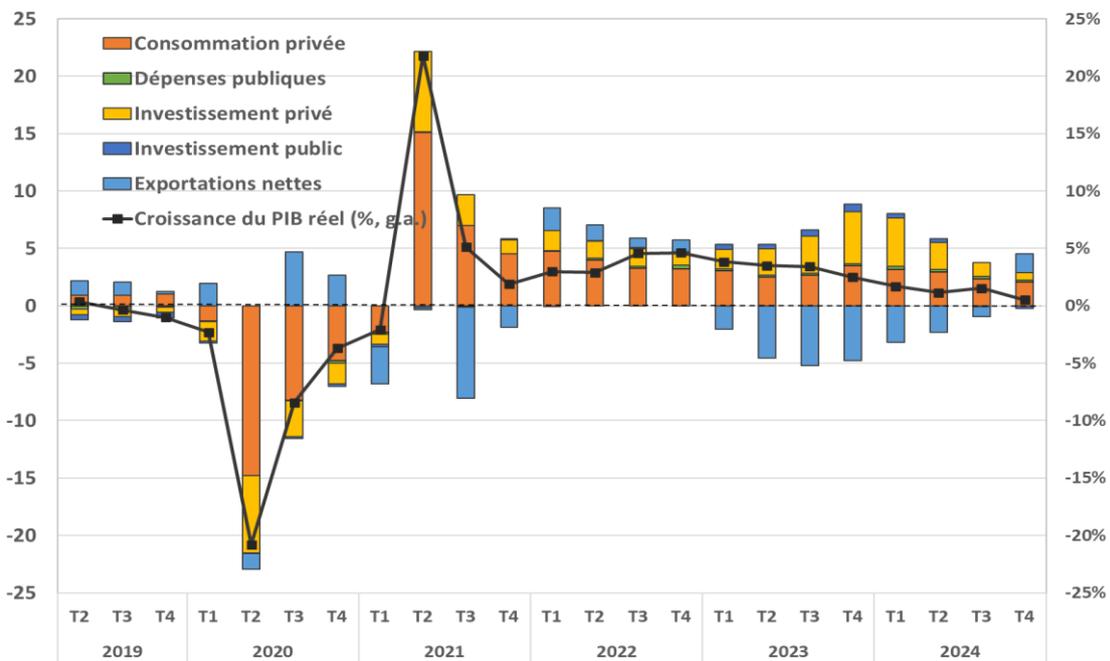
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

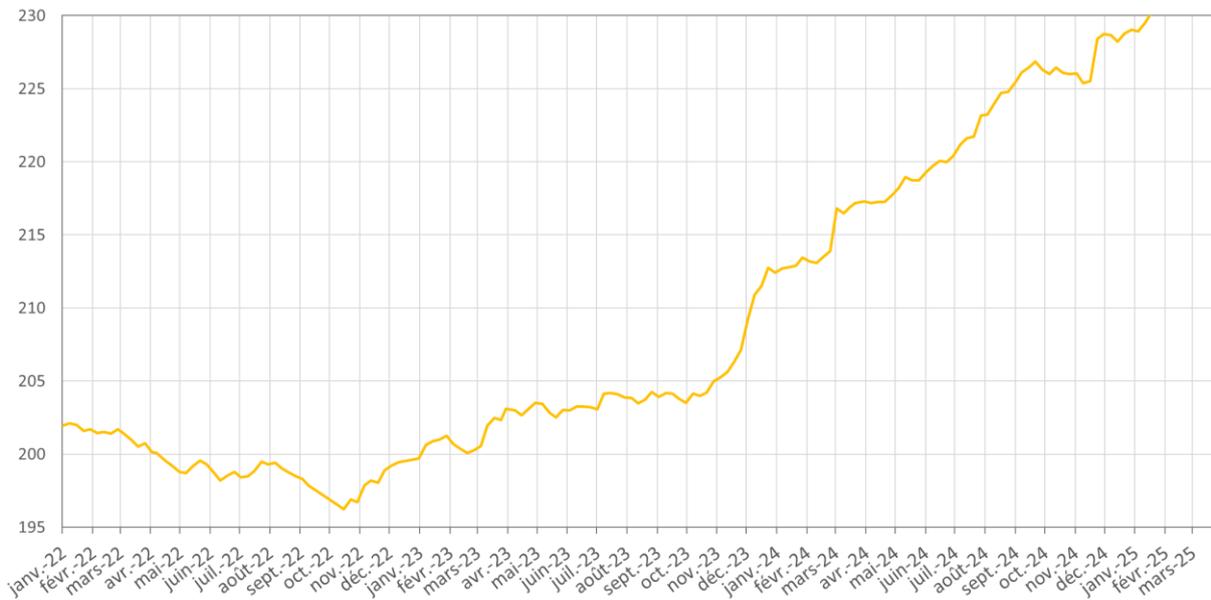
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr